



**Rapport Concernant La Loi Sur
L'esclavage Moderne
27 mai 2024**

Les questions marquées d'un astérisque (*) sont obligatoires.

1. * Parmi les éléments suivants, à qui s'adresse le présent rapport? (Obligatoire)

- Entité : Oui
- Organisation gouvernementale : Non

2. * Nom légal de l'entité comptable ou de l'organisation gouvernementale (Obligatoire)

- MSH International (Canada) Ltd.

3. * Année de publication de l'information financière (Obligatoire)

- Du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

4. * S'agit-il de la version révisée d'un rapport déjà soumis au cours de l'année de référence? (Obligatoire)

- Non

4.1 * Si oui, déterminez la date à laquelle le rapport d'origine a été soumis. (Obligatoire)

- S.O.

4.2 * Décrivez les modifications apportées au rapport d'origine, y compris en énumérant les questions ou les sections qui ont été révisées (limite de 1 500 caractères). (Obligatoire)

- S.O.

5. Pour les entités seulement : Numéro(s) d'entreprise (le cas échéant) :

- 1074066-7

6. Pour les entités seulement : * S'agit-il d'un rapport conjoint? (Obligatoire)

- Non

6.1 * Si oui, identifiez le nom légal de chaque entité couverte par le présent rapport. (Obligatoire)

- S.O.

6.2 Identifier le(s) numéro(s) d'entreprise de chaque entité couverte par le présent rapport (le cas échéant).

- S.O.

7. Pour les entités seulement : * L'entité est-elle également soumise à des obligations de rapport en vertu de la législation relative aux chaînes d'approvisionnement dans un autre territoire? (Obligatoire)

- Non

7.1 * Si oui, indiquez la (les) loi(s) applicable(s). Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)

- S.O.

**8. Pour les entités seulement : * Laquelle des catégorisations suivantes s'applique à l'entité?
Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)**

- Entité cotée sur une bourse de valeurs au Canada : Non
- Présence commerciale au Canada (sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent) : Oui
 - Dispose d'un établissement au Canada : Oui
 - Fait des affaires au Canada : Oui
 - Possède des actifs au Canada : Oui
- Respect des seuils de taille (sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent) :
 - Dispose d'au moins 20 millions de dollars d'actifs pour au moins l'un de ses deux derniers exercices financiers : oui
 - Emploie en moyenne au moins 250 personnes pendant au moins l'un de ses deux derniers exercices financiers : L'exercice financier se termine le 31 décembre et l'entreprise employait 263 personnes à la fin de l'exercice.

**9. Pour les entités seulement : * Dans quels secteurs ou industries l'entité exerce-t-elle ses activités?
Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)**

- Finances et assurances

**10. Pour les entités seulement : * Dans quel pays l'entité a-t-elle son siège ou son établissement principal?
(Obligatoire)**

- Canada

10.1 Si au Canada : * Dans quelle province ou territoire l'entité a-t-elle son siège ou son établissement principal? (Obligatoire)

- Alberta

11. Pour les organisations gouvernementales seulement : * S'agit-il d'un rapport pour une société d'État fédérale ou la filiale d'une société d'État fédérale? (Obligatoire)

- Non

11.1 * Si oui, dans quels secteurs ou industries suivants la société d'État fédérale ou sa filiale exerce-t-elle ses activités? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)

- S.O.

11.2 * Si oui, dans quelle province ou territoire la société d'État fédérale ou sa filiale a-t-elle son siège ou son établissement principal? (Obligatoire)

- S.O.

Rapport pour les entités

1. * Quelles mesures l'entité a-t-elle prises au cours de l'exercice financier précédent pour prévenir et réduire le risque que le travail forcé ou le travail des enfants soit utilisé à une étape quelconque de la production de biens au Canada ou ailleurs par l'entité, ou de la production de biens importés au Canada par l'entité? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)

- Réalisation d'une évaluation interne des risques de travail forcé et/ou de travail des enfants dans les activités et les chaînes d'approvisionnement de l'organisation.
- Collecte de renseignements sur le recrutement des travailleur·euse·s et mise en place de contrôles internes pour s'assurer que tou·te·s les travailleur·euse·s recruté·e·s ont donné leur consentement.
- Mobilisation des partenaires de la chaîne d'approvisionnement sur le problème du travail forcé et/ou du travail des enfants.

2. Veuillez fournir des informations supplémentaires décrivant les mesures prises (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).

- Réalisation d'une évaluation interne des risques de travail forcé et/ou de travail des enfants dans les activités et les chaînes d'approvisionnement de l'organisation : nous passons en revue chaque année nos fournisseurs selon une approche fondée sur les risques.
- Collecte de renseignements sur le recrutement des travailleur·euse·s et mise en place de contrôles internes pour s'assurer que tous les travailleur·euse·s recruté·e·s ont donné leur consentement : cet aspect est traité dans le cadre du processus de recrutement des ressources humaines, et nous n'employons pas de personnes âgées de moins de 18 ans.
- Mobilisation des partenaires de la chaîne d'approvisionnement sur le problème du travail forcé et/ou du travail des enfants : nous avons envoyé un courriel aux fournisseurs pour leur demander quelles étaient leurs mesures de prévention du travail forcé et du travail des enfants.

3. * Lequel des éléments suivants décrit le mieux la structure de l'entité? (Obligatoire)

- Entreprise

4. * Lequel des éléments suivants décrit le mieux les activités de l'entité? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)

- Distribution de biens
 - au Canada
 - à l'extérieur du Canada
- Importation au Canada de marchandises produites à l'extérieur du Canada

5. Veuillez fournir des informations complémentaires sur la structure, les activités et les chaînes d'approvisionnement de l'entité (limite de 1 500 caractères).

- Nous faisons appel à des fournisseurs tiers pour commander nos fournitures de bureau et notre matériel informatique. Nous commandons du matériel de marketing auprès de fournisseurs tiers et nous partageons ce matériel de marketing avec des client·e·s potentiel·le·s au Canada et à l'étranger.

6. * L'entité dispose-t-elle actuellement de politiques et de procédures de diligence raisonnable relatives au travail forcé et/ou au travail des enfants? (Obligatoire)

- Non



6.1 * Si oui, parmi les éléments suivants de la procédure de diligence raisonnable, quels sont ceux que l'entité a mis en œuvre en ce qui concerne le travail forcé et/ou le travail des enfants? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)

- S.O.

7. Veuillez fournir des informations complémentaires sur les politiques et les procédures de diligence raisonnable de l'entité concernant le travail forcé et le travail des enfants (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).

- Nous intégrons un comportement commercial responsable dans les politiques et le système de gestion en rendant obligatoire la révision annuelle du « Code de conduite et d'éthique professionnelle » par tous les employés. Nous procédons à une révision annuelle des fournisseurs selon une approche fondée sur les risques.

8. * L'entité a-t-elle identifié les parties de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement qui comportent un risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants? (Obligatoire)

- Oui, nous avons identifié les risques au mieux de nos connaissances et nous continuerons à nous efforcer d'identifier les risques émergents.

8.1 * Si oui, l'entité a-t-elle identifié des risques de travail forcé ou de travail des enfants liés à l'un des aspects suivants de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)

- Fournisseurs (directs) de niveau 1

9. * L'entité a-t-elle identifié des risques de travail forcé ou de travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement liées à l'un des secteurs et industries suivants? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)

- Autre, veuillez préciser

10. Veuillez fournir des informations complémentaires sur les parties des activités et des chaînes d'approvisionnement de l'entité qui comportent un risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants, ainsi que les mesures que l'entité a prises pour évaluer et gérer ce risque (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).

Nous achetons des fournitures de bureau et du matériel de marketing auprès de fournisseurs tiers au Canada et à l'étranger.

11. * L'entité a-t-elle pris des mesures pour remédier au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement? (Obligatoire)

- Sans objet, nous n'avons identifié aucun cas de travail forcé ou de travail des enfants dans nos activités et nos chaînes d'approvisionnement.

11.1 * Si oui, quelles mesures correctives l'entité a-t-elle prises? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)

- S.O.

12. Veuillez fournir des informations complémentaires sur toute mesure prise par l'entité pour remédier au travail forcé ou au travail des enfants (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).

- S.O.

13. * L'entité a-t-elle pris des mesures pour remédier à la perte de revenus des familles les plus

vulnérables résultant de toute mesure prise pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d’approvisionnement? (Obligatoire)

- Sans objet, nous n’avons identifié aucune perte de revenus des familles les plus vulnérables résultant de mesures prises pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans nos activités et nos chaînes d’approvisionnement.

14. Veuillez fournir des informations complémentaires sur toute mesure prise par l’entité pour remédier à la perte de revenus des familles les plus vulnérables résultant de toute mesure prise pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d’approvisionnement (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).

- S.O.

15. * L’entité dispense-t-elle actuellement une formation à ses employé·e·s sur le travail forcé et/ou le travail des enfants? (Obligatoire)

- Non

15.1 * Si oui, la formation est-elle obligatoire? (Obligatoire)

- Non, la formation est facultative.

16. Veuillez fournir des informations complémentaires sur la formation dispensée par l’entité concernant le travail forcé et le travail des enfants (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).

- Nous ne disposons pas d’une formation spécifique sur le travail forcé et/ou le travail des enfants, mais nous intégrons un comportement commercial responsable dans les politiques et le système de gestion en rendant obligatoire la révision annuelle du « Code de conduite et d’éthique professionnelle » par tou·te·s les employé·e·s. Nous procédons à une révision annuelle des fournisseurs selon une approche fondée sur les risques, révision que réalise chaque année un groupe réduit d’employé·e·s.

17. * L’entité dispose-t-elle actuellement de politiques et de procédures permettant d’évaluer son efficacité à garantir que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans le cadre de ses activités et de ses chaînes d’approvisionnement? (Obligatoire)

- Non

17.1 * Si oui, quelle méthode l’entité utilise-t-elle pour évaluer son efficacité? Sélectionnez toutes les réponses qui s’appliquent. (Obligatoire)

- Nous travaillons en collaboration avec les fournisseurs afin de mesurer l’efficacité de leurs actions de lutte contre le travail forcé et le travail des enfants, notamment en suivant des indicateurs de rendement pertinents.

18. Veuillez fournir des informations complémentaires sur la façon dont l’entité évalue son efficacité à garantir que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans le cadre de ses activités et de ses chaînes d’approvisionnement (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).

- Nous ne disposons pas de méthodes spécifiques pour mesurer l’efficacité de nos actions de lutte contre le travail forcé et le travail des enfants, mais nous intégrons un comportement commercial responsable dans les politiques et le système de gestion en rendant obligatoire la révision annuelle du « Code de conduite et d’éthique professionnelle » par tou·te·s les employé·e·s. Nous procédons à une révision annuelle des fournisseurs selon une approche fondée sur les risques, révision que réalise chaque année un groupe réduit d’employé·e·s. Nous demandons à nos fournisseurs s’ils sont en conformité avec la Loi sur l’esclavage moderne.



MSH International (Canada) Ltd.
150, rue King Ouest, bureau 602
C.P. 75
Toronto, ON M5H 1J9

Date : 27 mai 2024

Objet : Lettre d'attestation

Conformément aux exigences de la loi, et en particulier de son article 11, j'atteste que j'ai révisé les informations contenues dans le présent rapport pour l'entité mentionnée ci-dessus. Sur la base de mes connaissances et après avoir fait preuve d'une diligence raisonnable, j'atteste que les informations contenues dans le présent rapport sont véridiques, exactes et complètes à tous égards importants aux fins de la loi, pour l'année de référence mentionnée ci-dessus.

- Nom complet : Pamela Kwiatkowski
- Titre : Conseil d'administration
- Date : 27 mai 2024
- J'ai le pouvoir de lier 'MSH International (Canada) Ltd.'

X 

Pamela Kwiatkowski,
Conseil d'administration